

Rapport du président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne

Le présent rapport du président du Conseil d'administration de VINCI a pour objet de rendre compte de la composition du Conseil, de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par le Groupe, conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Ce rapport a été établi par le président en liaison avec les directions Financière (cette dernière incluant la direction de l'Audit) et Juridique de la Société.

La partie « Gouvernement d'entreprise » a été soumise au comité des Nominations et de la Gouvernance.

Pour la partie « Procédures de contrôle interne et de gestion des risques », il a également été fait appel à la contribution des pôles et divisions du groupe VINCI. Les informations nécessaires ont été recueillies auprès des principaux acteurs du contrôle interne et de la gestion des risques. Cette partie a été soumise au comité d'Audit.

Le présent rapport a été approuvé par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 5 février 2014.

A. Gouvernement d'entreprise

Les points ci-après sont présentés dans le chapitre « D. Gouvernement d'entreprise » et « F. Renseignements généraux sur la Société et son capital » du « Rapport de gestion » :

- Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef (page 132) ;
- Organisation de la gouvernance chez VINCI (pages 132 à 134) ;
- Composition du Conseil d'administration – Indépendance des membres (pages 141 et 142) ;
- Situation personnelle des mandataires sociaux (page 143) ;
- Le règlement intérieur du Conseil d'administration (page 143) ;
- Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil (pages 143 à 146) ;
- Évaluation de la composition et du fonctionnement du Conseil d'administration (page 147) ;
- Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages accordés au président-directeur général dans le cadre de son mandat 2010-2014 (pages 147 à 150) et de son mandat 2014-2018 (pages 150 et 151) ;
- Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages accordés au vice-président administrateur référent (page 151) ;
- Principes et règles de versement des jetons de présence aux administrateurs (page 151) ;
- Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale (page 155) ;
- Publication des informations exigées par l'article L. 225-100-3 du Code de commerce (page 189).

B. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

1. Introduction

1.1 Référentiel/définitions

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a publié, en juillet 2010, un document intitulé « Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne : cadre de référence ». Ce document constitue le référentiel appliqué par VINCI.

Le risque représente la possibilité de survenance d'un événement dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter l'atteinte des objectifs du Groupe, qu'ils soient d'ordre stratégique, opérationnel, financier, de réputation ou de conformité aux lois et règlements.

Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne participent de manière complémentaire à la maîtrise des activités de VINCI.

Le dispositif de gestion des risques vise à identifier et à analyser les principaux risques auxquels sont exposées les filiales du Groupe. Il contribue à :

- préserver la valeur, les actifs et la réputation du Groupe ;
- sécuriser la prise de décision et les processus internes pour favoriser l'atteinte des objectifs ;
- favoriser la cohérence des actions avec les valeurs du Groupe ;
- mobiliser les collaborateurs autour d'une vision commune des principaux risques.

Le dispositif de contrôle interne comprend un ensemble de moyens, procédures, actions et comportements adaptés aux caractéristiques des métiers du Groupe, qui vise plus particulièrement à assurer :

- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction Générale ;
- la conformité aux lois et règlements ;
- le bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

Ces dispositifs, aussi bien conçus et aussi bien appliqués soient-ils, ne peuvent, comme tout système de contrôle, fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs du Groupe.

1.2 Périmètre de la gestion des risques et du contrôle interne

Outre la mise en place d'un dispositif propre à VINCI Holding, le Groupe veille à l'existence de dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne au sein de ses filiales. Le périmètre d'application couvre les entités consolidées par intégration globale, dont les principales sont listées dans le chapitre J de l'« Annexe aux comptes consolidés », pages 279 à 285.

Suite à une transaction finalisée le 24 décembre 2013, VINCI ne détient plus que 12,1 % du capital de CFE, société cotée de droit belge, contre 46,84 % avant la transaction. Celle-ci n'est donc plus intégrée globalement au 31 décembre 2013.

2. Environnement et organisation

2.1 Principes d'action et de comportement

Les métiers de VINCI nécessitent que les équipes qui les exercent soient géographiquement proches de leurs clients, pour leur apporter dans des délais rapides des solutions adaptées à leurs besoins. Afin de permettre à chaque responsable de centre de profit – dont le nombre total est estimé à environ 3 500 – de prendre rapidement les décisions opérationnelles nécessaires, une organisation décentralisée a été mise en place au sein de chaque pôle ainsi qu'au sein de VINCI Immobilier.

Dans ce cadre, le Groupe a mis en place des délégations de pouvoirs et de responsabilités aux acteurs opérationnels et fonctionnels aux différents niveaux de la hiérarchie. Celles-ci s'exercent dans le cadre de directives générales (voir paragraphe 4.2) et dans le respect des principes d'action et de comportement de VINCI :

- respect des règles communes au Groupe en matière d'engagements, de prise de risques (voir paragraphe 4.3), de prise d'affaires (voir paragraphes 4.4 et 4.5) et de remontée d'informations financières, comptables et de gestion (voir paragraphe 4.2) ;
- transparence et loyauté des responsables vis-à-vis de leur hiérarchie au niveau opérationnel et vis-à-vis des services fonctionnels centraux des pôles et du holding. S'il fait partie intégrante des missions des responsables opérationnels de prendre, dans le cadre des directives générales qu'ils ont reçues et acceptées, les décisions relevant de leur champ de compétence, les difficultés significatives éventuellement rencontrées doivent être traitées avec l'aide, si nécessaire, de leurs supérieurs hiérarchiques ou des directions fonctionnelles des pôles ou du holding VINCI ;
- respect des lois et des règlements en vigueur dans le pays où chaque société du Groupe opère ;
- respect de la *Charte éthique et comportements* ;
- responsabilité des dirigeants opérationnels de communiquer les principes d'action et de comportement du Groupe à leurs collaborateurs par les moyens adaptés et de montrer l'exemple, cette responsabilité ne pouvant être déléguée ;
- santé et sécurité des personnes (collaborateurs, prestataires externes, sous-traitants, etc.) ;
- recherche de la performance financière.

2.2 Les acteurs de la gestion des risques et du contrôle interne

La gestion des risques et le contrôle interne sont l'affaire de tous, des organes de gouvernance et de direction à l'ensemble des collaborateurs des filiales du Groupe.

Le Conseil d'administration de VINCI est un organe collégial chargé de contrôler la gestion de la direction Générale, de fixer les orientations stratégiques du Groupe, de veiller à leur mise en œuvre et à la bonne marche du Groupe. Il délibère sur toutes les questions majeures de la vie du Groupe. Le Conseil rend compte, dans son rapport de gestion, des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée.

Le Conseil d'administration s'est doté d'un règlement intérieur, en 2003, et de comités spécialisés : Audit, Stratégie et Investissements, Rémunérations, Nominations et Gouvernance. Il a confié au **comité d'Audit** les missions de suivi définies par l'ordonnance du 8 décembre 2008 transposant la directive européenne relative à l'audit légal. Les principales actions menées en 2013 dans ce cadre sont présentées dans la partie D Gouvernement d'entreprise du rapport de gestion, pages 144 et 145 ; elles s'inscrivent dans les recommandations du rapport du groupe de travail de l'AMF sur le comité d'Audit (daté de juillet 2010).

Le comité Exécutif, composé de 13 membres à la date du présent Rapport (voir page 18), est en charge de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe, de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des politiques en matière de gestion des risques, finances, ressources humaines, sécurité, assurances.

Le holding dispose d'un effectif limité (221 personnes au 31 décembre 2013), compte tenu de l'organisation décentralisée du Groupe. Les services fonctionnels du holding établissent et veillent à la bonne application des règles et procédures du Groupe ainsi que des décisions prises par la direction Générale. En outre, en fonction des demandes exprimées, ils conseillent les différents pôles sur des sujets techniques mais n'interfèrent pas dans les prises de décisions opérationnelles, qui relèvent de la responsabilité des pôles.

Un référent éthique veille, en liaison avec les directions opérationnelles et fonctionnelles, à la bonne compréhension de la *Charte éthique et comportements* au sein du Groupe. Il peut être consulté directement et en toute confidentialité par tout collaborateur.

Le rôle de **la direction de l'Audit** du holding est triple.

- En matière de gestion des risques : à partir des orientations de la direction Générale, elle a pour rôle d'animer le déploiement et la mise en œuvre d'un dispositif structuré, permanent et adaptable, permettant l'identification, l'analyse et le traitement des principaux risques. La direction de l'Audit coordonne le dispositif de gestion des risques en apportant un support méthodologique aux directions opérationnelles et fonctionnelles des filiales. Elle organise et assure le suivi des réunions du comité des Risques de VINCI, chargé d'examiner et d'autoriser les prises d'affaires dépassant les seuils fixés par la direction Générale ou présentant des risques techniques ou financiers particuliers.
- En matière de contrôle interne : outre la rédaction et la diffusion de procédures générales relatives au contrôle interne définies par le holding, elle organise l'enquête annuelle d'auto-évaluation du contrôle interne auprès des filiales du Groupe.
- En matière d'audit, elle mène des missions en propre, en complément des missions réalisées par les équipes des pôles, ainsi que celles effectuées par le personnel des directions fonctionnelles du holding selon leur domaine d'expertise.

Les pôles exercent leurs activités selon les principes d'action et de comportement décrits au paragraphe 2.1. Au sein de chacun d'entre eux, les équipes opérationnelles font l'objet de contrôles à plusieurs niveaux : management opérationnel, fonctions support (contrôle de gestion, qualité, sécurité) et audits internes conduits périodiquement. De nombreux intervenants participent à ces différents niveaux de contrôle, qui s'exercent dans une organisation très décentralisée et variable d'un pôle à l'autre et il est par conséquent difficile de quantifier de façon homogène l'ensemble des ressources affectées à ces tâches.

Divers comités regroupent les acteurs participant aux prises de décision, notamment les comités des Risques de VINCI dont les modalités d'intervention sont décrites au paragraphe 4.3 ou des pôles ainsi que les comités de trésorerie (voir note 22, page 263 des « Comptes consolidés »).

3. Gestion des risques

La politique définie par le comité Exécutif vise à satisfaire les exigences légales et à assurer un suivi aussi homogène, systématique et formalisé que possible des risques encourus. Cette démarche associe les responsables opérationnels sans alourdir les modes de fonctionnement internes au Groupe. Le suivi des risques s'inscrit dans le cadre des reportings (sécurité, social et environnemental, comptable et financier, etc.) et des rendez-vous fixés par les procédures existantes en matière de prise d'engagements et de suivi des opérations.

Une cartographie des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe a été établie en 2009 et est revue annuellement. Il s'agit :

- de recenser les principales sources de risques identifiables, internes ou externes, constituant des obstacles à l'atteinte des objectifs de la Société ;
- d'évaluer selon une échelle qualitative la criticité des risques en prenant en compte leur impact potentiel, la probabilité d'occurrence et le degré de maîtrise pour les divers événements les constituant.

Établies à partir des cartographies propres à chaque branche (concessions, contracting), des grilles de risques permettent une présentation et une évaluation homogène des événements les plus significatifs susceptibles d'affecter les projets examinés en comité des Risques.

4. Contrôle interne

Les principales procédures décrites ci-après sont communes à l'ensemble du Groupe. Au sein de chaque pôle, des procédures spécifiques les complètent pour le suivi des affaires et des prévisions de résultats.

4.1 Conformité aux lois et règlements

La direction Juridique du holding assure :

- une veille juridique portant sur les règles applicables ;
- une information aux collaborateurs sur les règles qui les concernent spécifiquement ;
- un suivi des grands dossiers d'acquisition ou de contentieux.

Une diffusion de documentation ainsi que des actions de formation ou de sensibilisation sont organisées, afin de prévenir les infractions ou fraudes.

Comme indiqué dans le chapitre « Développement durable », pages 29 et 26, un accent particulier est mis :

- sur la sécurité des personnels sur les chantiers et ouvrages par une poursuite active de la politique du Groupe en matière de prévention des accidents ;
- sur les achats et la sous-traitance.

4.2 Application des orientations et instructions de la direction Générale

Les présidents des sociétés têtes de pôle de la branche contracting (VINCI Energies, Eurovia et VINCI Construction), les présidents de VINCI Autoroutes, VINCI Concessions et VINCI Immobilier exercent les pouvoirs qui leur sont conférés par la loi.

Dans le cadre de l'organisation interne du Groupe, ils sont aussi tenus de se conformer aux directives générales émises à leur intention par le président-directeur général de VINCI.

Celles-ci s'appliquent aux domaines suivants :

- respect de la *Charte éthique et comportements* ;
- prise d'engagements et, en particulier, prise d'affaires significatives par leur taille, leur complexité ou les risques potentiellement encourus, acquisition ou cession d'activité, affaires immobilières et engagements hors bilan significatifs ;
- remontée d'informations au holding en matière comptable et financière ou relatives à des événements significatifs pour le Groupe, en matière de sécurité, litiges, contentieux, polices et sinistres d'assurance.

Ces directives générales concernent notamment le respect des procédures Groupe en matière de prise d'affaires ou d'investissement, procédures qui définissent des seuils à partir desquels une autorisation spécifique doit être obtenue de la part de comités dédiés – comité des Risques (voir paragraphe 4.3), comité de la Stratégie et des Investissements du Conseil d'administration – ou une information préalable communiquée au président-directeur général et/ou à certaines directions fonctionnelles du holding.

Ces directives sont répercutées par les dirigeants des pôles à leurs collaborateurs opérationnels et fonctionnels pour les dispositions les concernant ainsi qu'aux responsables exerçant un mandat social dans les sociétés du pôle concerné.

4.3 Procédures relatives aux engagements/le comité des Risques de VINCI

Le comité des Risques de VINCI a pour mission d'apprécier, en amont des phases d'engagement :

- les opérations de croissance externe et les cessions d'activités ;
- les conditions et modalités de remise des offres de travaux qui, du fait notamment de leur complexité, de leur montage financier, de leur localisation ou de leur spécificité technique, comportent un risque particulier, notamment d'ordre technique, juridique ou financier ;
- les opérations de promotion immobilière, de partenariat public-privé (PPP) et de concessions, ainsi que les engagements de longue durée.

Les seuils, en termes de montant, entraînant un passage devant le comité des Risques préalablement à la remise d'offre, sont définis dans les directives générales et visent l'ensemble de l'opération concernée, tous lots confondus. Des seuils inférieurs au niveau requis pour le passage déclenchent l'obligation de donner une information préalable à la direction Générale de VINCI au moyen d'une fiche d'alerte.

Le comité des Risques comprend généralement les membres suivants :

- le président-directeur général de VINCI et/ou le directeur général adjoint en charge du contracting ;
- le président (ou directeur général) du pôle concerné ;
- le directeur général adjoint et directeur financier du Groupe ;
- le directeur de l'audit interne ;
- les représentants opérationnels de l'entité qui présente l'affaire.

Le comité des Risques Groupe, sous ses différentes déclinaisons, s'est réuni 270 fois en 2013 pour examiner 368 projets.

4.4 Procédures relatives au suivi des opérations

Chaque pôle dispose d'un système de suivi des opérations adapté aux spécificités de son activité, qui permet un suivi régulier de l'avancement des chantiers et des contrats ainsi que des statistiques en matière de ressources humaines. Ces systèmes sont compatibles avec ceux permettant l'élaboration et le traitement de l'information financière et comptable décrits ci-après, une consolidation étant faite par le holding VINCI pour les principaux indicateurs.

Un tableau de bord de l'activité, des prises de commandes, du carnet de commandes et de l'endettement financier net consolidé du Groupe est établi mensuellement par la direction Financière à partir de données détaillées communiquées par les pôles.

Une lettre mensuelle d'information sur les faits marquants est établie par les dirigeants des principales entités.

La procédure budgétaire est commune à l'ensemble des pôles du Groupe et à leurs filiales. Elle comporte cinq rendez-vous annuels : budget initial de l'année N + 1 préparé à la fin de l'année N, puis quatre recalages budgétaires en mars, mai, septembre et novembre de l'année N.

Ces rendez-vous sont l'occasion d'examiner les performances des pôles et divisions en présence du directeur général adjoint et directeur financier (comités financiers) et du président-directeur général (comités de gestion).

Enfin, outre le suivi des ressources humaines avec un accent particulier mis sur la sécurité, les pôles participent également au suivi régulier des engagements de VINCI en matière sociétale et environnementale tels que décrits dans le chapitre « Développement durable », page 22.

4.5 Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

La direction des Budgets et de la Consolidation, rattachée à la direction Financière du Groupe, est responsable de l'intégrité et de la fiabilité des informations financières de VINCI (comptes sociaux et consolidés), diffusées à l'intérieur et à l'extérieur du Groupe. Afin d'en assurer la production, elle a en particulier en charge :

- l'établissement, la validation et l'analyse des comptes semestriels et annuels, sociaux et consolidés de VINCI ainsi que des données prévisionnelles ;
- l'établissement, la diffusion et le contrôle des procédures comptables au sein du Groupe en veillant à leur conformité aux normes comptables en vigueur et à la correcte traduction comptable des opérations significatives ;
- le pilotage du système d'information financière du Groupe, qui intègre le processus de consolidation et regroupe les différents reportings de VINCI.

La direction des Budgets et de la Consolidation fixe le calendrier et les instructions de clôture pour la préparation des comptes semestriels et annuels, et en assure la diffusion auprès des pôles.

Les règles et méthodes comptables du Groupe sont accessibles sur l'intranet. Lors de chaque arrêté des comptes, les pôles transmettent à la direction des Budgets et de la Consolidation un dossier d'analyse commenté des données consolidées communiquées. Les principales options et estimations comptables font l'objet de revues par le Groupe et les directeurs financiers des pôles.

Les commissaires aux comptes font part au comité d'Audit de leurs observations éventuelles sur les comptes annuels et semestriels avant leur présentation au Conseil d'administration.

Préalablement à la signature de leurs rapports, les commissaires aux comptes recueillent des lettres d'affirmation auprès de la direction Générale du Groupe et des directions générales de pôle.

5. Actions menées pour le renforcement du contrôle interne et de la gestion des risques

5.1 Travaux effectués en 2013

L'enquête annuelle d'auto-évaluation de la qualité du contrôle interne dans le Groupe a porté en 2013 sur 463 entités juridiques (dont 156 hors de France métropolitaine), représentant 83 % de l'activité consolidée du Groupe. Outre les thèmes récurrents liés à l'environnement de contrôle et à l'information financière et comptable, les thèmes spécifiques de l'année ont été le suivi des opérations et les assurances. Cette enquête a été conduite en utilisant un logiciel spécifique permettant également aux entités de gérer leurs plans d'action. La synthèse effectuée par la direction de l'Audit du holding a été présentée au comité Exécutif de VINCI, puis au comité d'Audit en décembre.

En complément, une campagne d'auto-évaluation des **systèmes d'information** a été réalisée début 2013.

Dans ce domaine, le comité Exécutif de VINCI, considérant qu'une meilleure fluidité des échanges au sein du Groupe était un élément essentiel pour l'atteinte de ses objectifs, a suivi les développements lancés en 2012 dans les domaines suivants :

- interopérabilité des réseaux du Groupe (achevée en 2013) ;
- mise en place d'un réseau social et collaboratif Groupe basé sur les technologies 2.0 ;
- refonte de l'annuaire destiné, à terme, à devenir le socle de l'identification et de l'authentification de tous les utilisateurs.

Dans le sillage du projet Fast Close, le Groupe a poursuivi en 2013 la démarche « Vision 3 » initiée en 2012 pour l'optimisation de ses processus de consolidation et de reporting.

La prévention de la fraude externe, dont une recrudescence a été constatée en 2013, a fait l'objet d'actions associant plusieurs services de la direction Financière et la direction de la Sûreté. Le dispositif central inclut un volet de remontée d'informations sur les attaques visant les pôles et un volet de diffusion d'informations spécifiques auprès des directeurs administratifs et financiers et des référents anti-fraude. Ce dispositif a été évalué en 2013 par un audit externe dont les recommandations ont été incluses dans les lignes directrices du holding VINCI. **La prévention de la fraude interne** s'appuie quant à elle sur la *Charte éthique et comportements* ainsi que sur les actions de sensibilisation ou de formation qui lui sont associées.

Chaque composante du Groupe a établi un rapport récapitulant les actions spécifiques menées en 2013. Ces rapports, qui mentionnent en particulier **les audits et revues effectués**, n'ont pas signalé de dysfonctionnement significatif.

En complément, la direction de l'Audit de VINCI a mené des audits dans les pôles VINCI Concessions, Eurovia, VINCI Energies, VINCI Construction et deux missions concernant le holding VINCI ont été confiées à des consultants externes (prévention de la fraude externe et moyens de paiement).

Ces contrôles n'ont pas révélé de dysfonctionnement susceptible d'avoir une incidence significative sur l'activité et les comptes du Groupe.

5.2 Travaux à effectuer en 2014 et au-delà

VINCI s'efforce de continuer à améliorer l'organisation du contrôle interne au sein du Groupe, tout en maintenant des structures de commandement légères, tant au niveau du holding qu'à celui des pôles.